



Non, la France n'est pas un pays en déclin

Par **HÉLÈNE CONWAY-MOURET**
Ministre déléguée chargée des Français de l'étranger

Quelle mouche a donc piqué Janine Di Giovanni ? Le 3 janvier, dans *Newsweek*, la journaliste porte un regard réducteur et caricatural sur la France, qui n'est pas sans rappeler une certaine presse tabloïd anglophone. Son propos est nourri d'anecdotes, de clichés et d'approximations. Cette forme de «French bashing» étonne de la part d'une journaliste dont je sais l'attachement à notre pays. Pour preuve, elle a choisi d'y vivre. J'aimerais alors lui apporter quelques éclairages basés sur des données chiffrées plutôt que des ressentis.

Les chefs d'entreprises américains que j'ai rencontrés lors de mon dernier déplacement aux Etats-Unis ont choisi d'investir en France car ils y trouvent un environ-

La France est le premier pays européen créateur d'entreprises, le deuxième pays au monde pour la qualité de vie.

nement favorable et stable : un personnel qualifié, des infrastructures modernes, des capacités d'innovation et une bonne qualité de vie pour leurs collaborateurs. Ce n'est donc pas un hasard si la France reste le quatrième pays au monde pour sa capacité à attirer des investissements étrangers.

Newsweek prétend que la France verrait ses forces vives la quitter. Rien n'est plus faux. Pour preuve, le nombre de nos compatriotes qui s'expatrient, de manière provisoire ou définitive, pour des raisons professionnelles ou personnelles, décélère. On est passé de +4% par an pour les dix dernières années à +1,5% en moyenne pour 2012 et 2013. Convaincus que la mobilité internationale constitue une chance, les Français continuent à saisir les opportunités qui s'offrent à eux à l'étranger. Ils reviennent cependant, pour la grande majorité d'entre eux, forts d'une expérience et de nouvelles compétences. Beaucoup brillent d'ailleurs par leurs talents dans des domaines très variés. Ils renforcent l'image positive d'une France innovante, moderne et reconnue. Ceux qui réussissent sont nombreux et sont

autant de relais de notre langue, culture mais aussi savoir-faire, services et biens. C'est le cas du nouveau propriétaire de *Newsweek*, Etienne Uzac.

Ce média en ligne estime que la France est un pays en déclin. Elle est pourtant la deuxième économie européenne, la cinquième au monde, le sixième exportateur mondial de biens. Elle est au premier rang européen pour l'industrie aéronautique et le nucléaire, au second dans la chimie, au troisième dans l'agroalimentaire. Elle est la première destination touristique mondiale (83 millions de touristes), le premier pays européen créateur d'entreprises (550 000 en 2012), le deuxième pays au monde pour la qualité de vie, le quatrième pour la productivité horaire de sa main-d'œuvre, dont le coût est inférieur à celui observé aux Pays-Bas, aux Etats-Unis ou en Allemagne (1).

La France ne serait plus attractive. Elle est la première destination des investissements étrangers dans l'industrie et dans la logistique, le premier pays d'accueil des investissements américains créateurs d'emplois, mais aussi pour le soutien public à la recherche et développement. Elle compte plus de 20 000 entreprises étrangères qui emploient 2 millions de personnes (13,5% des salariés), dont un quart pour le seul secteur industriel qui représente 33% des exportations et 29% de la recherche et développement. Elle est aussi une destination très prisée par les étudiants étrangers.

La France n'offrirait plus de perspectives d'avenir. Ses infrastructures et ses services publics sont sans égal dans le monde. Elle affiche un taux de pénétration du haut débit (35,5%) supérieur à l'Allemagne (33,8%) et au Royaume-Uni (33,6%). En matière d'innovation, la France se classe au sixième rang mondial pour le dépôt de brevets.

Je n'ignore pas pour autant les difficultés de notre pays notamment dans le domaine de l'emploi. Le premier défi que nous nous employons à relever est le retour à une croissance durable par l'amélioration, entre autres, de notre compétitivité. Notre administration et notre fiscalité seront réformées grâce au «choc de simplification» pour les rendre plus simples, plus efficaces et donc plus compréhensibles par



les citoyens.

Le gouvernement a conduit des réformes pour redresser le pays et soutenir les entreprises. Mentionnons deux exemples: le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le crédit d'impôt innovation. Enfin, le président de la République vient d'annoncer un Pacte de responsabilité avec les entreprises qui prévoit, en contrepartie de la création d'emplois, une baisse des charges patronales. Le ministère des Affaires

étrangères, comme tous les ministères, est mobilisé pour accompagner nos entreprises, les faire connaître, relancer nos exportations dans une action globale au service de l'offre française à l'étranger. Autant de faits qui éclairent d'un autre jour la réalité économique et sociale de la France, loin des pamphlets simplistes et biaisés que certains nous donnent à lire.

(1) *Etudes KPMG, Choix concurrentiels, 2012.*